N° 433619

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SOCIÉTÉ DENALI CONSULTING et
autres

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Bénédicte Fauvarque-Cosson
Rapporteure

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux
(Section du contentieux, 1^{ère} et 4^{ème} chambres réunies)

M. Vincent Villette
Rapporteur public

Sur le rapport de la 1^{ère} chambre
de la Section du contentieux

Séance du 13 janvier 2021
Décision du 28 janvier 2021

Vu la procédure suivante :

L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée Denali Consulting, la société civile immobilière Ryoanji, la société civile immobilière GVH, M. et Mme Alain et Viviane Auger, M. et Mme Jean-Baptiste et Martine Boiton, M. et Mme Bernard et Françoise Espitallier, M. et Mme Jean-François et Michèle Manternach, M. et Mme Jean-Bertrand et Françoise Pont, Mme Isabelle Regnault, M. et Mme Didier et Brigitte Bourrette, Mme Andrée Mangiagli, M. et Mme Pierre et Mireille Lacroix, M. et Mme Roger et Lucette Revol-Tissot, M. et Mme Dominique et Odile Revol-Tissot, M. Michel Szyszkowski, M. et Mme Robert et Dominique Bonnefoy, Mme Nicole Akilian, M. et Mme Fernand et Simone Béroule, M. Pierre-Stéphan Chavin, M. et Mme Joaquim et Marie Garcia, M. et Mme Jean-Louis et Solange Gineste, Mme Ginette Gontard, M. et Mme Jean-François et Dominique Grillat, M. et Mme Stéphane et Nathalie Rossillon, M. et Mme Gérard et Virginie Belin, M. et Mme Philippe et Murielle Yvars, M. et Mme Raymond et Chantal Campos, M. et Mme Wilfrid et Isabelle Dubeau, M. et Mme Philippe et Sophie Galand, M. et Mme Noël et Christiane Hilaire, Mme Prisca Lopez-Zapata, M. Jean-Michel Paoli, M. et Mme Georges et Suzanne Petesch, M. et Mme René et Monique Tardieu et M. et Mme Michel et Nathalie Morand ont demandé au tribunal administratif de Grenoble d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 21 décembre 2015 par lequel le maire de Valence a délivré à la société anonyme SDH Constructeur un permis de construire un ensemble immobilier de quarante-neuf logements, ainsi que la décision implicite rejetant leur recours gracieux. Par un jugement n° 1603429 du 26 juillet 2018, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté cette demande.

Par un arrêt n° 18LY03593 du 18 juin 2019, la cour administrative d'appel de Lyon a rejeté l'appel formé contre ce jugement par la société Denali Consulting, la société GVH, M. et Mme Auger, M. et Mme Manternach, M. et Mme Pont, Mme Regnault, M. et Mme Lacroix, M. et Mme Roger et Lucette Revol-Tissot, M. et Mme Dominique et Odile Revol-Tissot, M. Szyszkowski, M. et Mme Bonnefoy, M. et Mme Béroule, M. et Mme Gineste, M. et Mme Grillat, M. et Mme Rossillon, M. et Mme Belin, M. et Mme Yvars, M. et Mme Raymond, M. et Mme Duveau, M. et Mme Hilaire, M. et Mme Petesch et M. et Mme Tardieu.

Par un pourvoi sommaire, un mémoire complémentaire et un mémoire en réplique, enregistrés les 16 août et 7 novembre 2019 et le 23 septembre 2020 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société Denali Consulting, M. et Mme Auger, Mme Regnault, M. Bourrette, M. et Mme Lacroix, M. Szyszkowski, M. et Mme Bonnefoy, Mme Béroule, M. et Mme Gineste, M. et Mme Grillat, M. et Mme Belin, Mme Yvars, M. et Mme Duveau, M. et Mme Hilaire et M. et Mme Tardieu demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler cet arrêt ;

2°) réglant l'affaire au fond, de faire droit à leur appel ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Valence la somme de 3 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....
Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative et le décret n° 2020-1406 du 18 novembre 2020 ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de Mme Bénédicte Fauvarque-Cosson, conseillère d'Etat,
- les conclusions de M. Vincent Villette, rapporteur public ;

La parole ayant été donnée, après les conclusions, à la SARL Meier-Bourdeau, Lecuyer et associés, avocat de la Société Denali Consulting, de M. et Mme Auger, de Mme Regnault, de M. Bourrette, de M. et Mme Lacroix, de M. Szyszkowski, de M. et Mme Bonnefoy,

de Mme Beroule, de M. et Mme Gineste, de M. et Mme Grillat, de M. et Mme Belin, de Mme Yvars, de M. et Mme Duveau, de M. et Mme Hilaire, de M. et Mme Tardieu, à la SCP Rocheteau, Uzan-Sarano, avocat de la commune de Valence et à la SCP Bauer-Violas, Feschotte-Desbois, Sebagh, avocat de la société Société SDH Constructeur ;

Considérant ce qui suit :

1. Il ressort des pièces du dossier soumis aux juges du fond que, par un arrêté du 21 décembre 2015, le maire de Valence a délivré un permis de construire un ensemble immobilier de quarante-neuf logements à la société SDH Constructeur. Le tribunal administratif de Grenoble a rejeté la demande de la société Denali Consulting et d'autres requérants tendant à l'annulation de l'arrêté et de la décision implicite rejetant le recours gracieux qu'ils avaient formé à son encontre. Par un arrêt du 18 juin 2019, la cour administrative d'appel de Lyon a annulé le jugement et rejeté la demande présentée en première instance.

Sur la régularité de l'arrêt attaqué :

2. Aux termes de l'article R. 741-7 du code de justice administrative : « *Dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, la minute de la décision est signée par le président de la formation de jugement, le rapporteur et le greffier d'audience* ».

3. Il ressort des pièces du dossier du juge d'appel que la minute de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon a été signée par le président de la formation de jugement, le rapporteur ainsi que le greffier d'audience. Le moyen tiré du défaut de signature de la minute manque ainsi en fait.

Sur le bien-fondé de l'arrêt attaqué :

4. Aux termes de l'article L. 111-7 alors en vigueur du code de l'urbanisme : « *Il peut être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations dans les cas prévus par les articles (...) L. 123-6 (dernier alinéa) (...) du présent code (...)* ». Aux termes du dernier alinéa de l'article L. 123-6 alors en vigueur du même code : « *A compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 111-8, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan* ».

5. Il résulte de ces dispositions qu'elles n'autorisent à surseoir à statuer sur une demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations que lors de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme. Si le renvoi à l'article L. 123-6 du code de l'urbanisme opéré par le II de l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme, alors en vigueur, a pour effet d'étendre cette faculté à la procédure de révision du plan local d'urbanisme, aucune disposition ne le prévoit pour la procédure de modification du plan local d'urbanisme, régie de

façon distincte par l'article L. 123-13-1 alors applicable de ce code. Par suite, la cour n'a pas commis d'erreur de droit en jugeant que l'existence d'une simple procédure de modification d'un document d'urbanisme en cours n'autorisait pas le maire à faire usage de la procédure de sursis à statuer.

6. Il résulte de tout ce qui précède que les requérants ne sont pas fondés à demander l'annulation de l'arrêt qu'ils attaquent.

Sur les frais de l'instance :

7. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la société Denali Consulting, de M. et Mme Auger, de Mme Regnault, de M. Bourrette, de M. et Mme Lacroix, de M. Szyszkowski, de M. et Mme Bonnefoy, de Mme Béroule, de M. et Mme Gineste, de M. et Mme Grillat, de M. et Mme Belin, de Mme Yvars, de M. et Mme Duveau, de M. et Mme Hilaire et de M. et Mme Tardieu une somme de 200 euros chacun à verser à la commune de Valence ainsi qu'à la société SDH Constructeur au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Ces mêmes dispositions font obstacle à ce qu'une somme soit mise à ce titre à la charge de la commune de Valence, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante.

DECIDE :

Article 1^{er} : Le pourvoi de la société Denali Consulting et autres est rejeté.

Article 2 : La société Denali Consulting, M. et Mme Auger, Mme Regnault, M. Bourrette, M. et Mme Lacroix, M. Szyszkowski, M. et Mme Bonnefoy, Mme Béroule, M. et Mme Gineste, M. et Mme Grillat, M. et Mme Belin, Mme Yvars, M. et Mme Duveau, M. et Mme Hilaire et M. et Mme Tardieu verseront chacun une somme de 200 euros à la commune de Valence et une somme de 200 euros à la société SDH Constructeur au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : La présente décision sera notifiée, pour l'ensemble des requérants, à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée Denali Consulting, représentant unique désigné, à la commune de Valence et à la société anonyme SDH Constructeur.